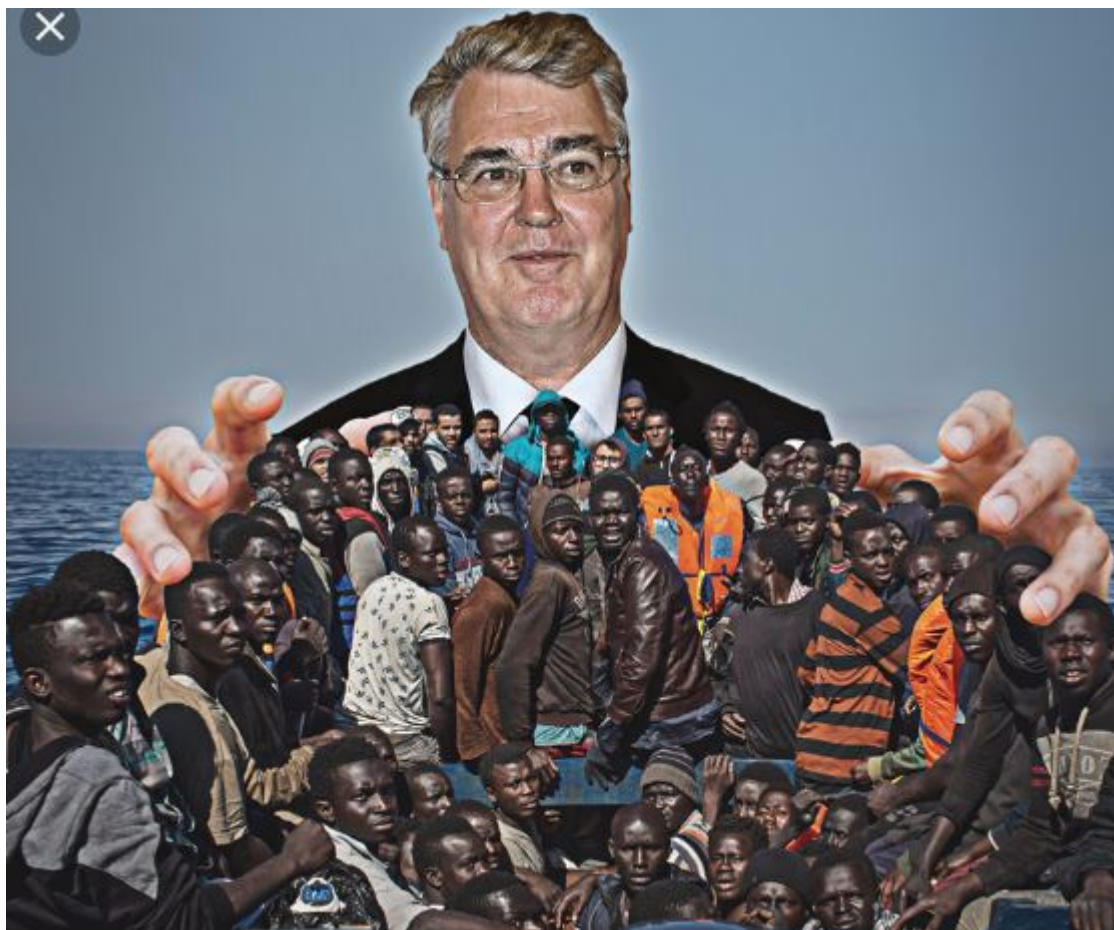


# Pas de réforme des retraites sans arbitrage sur l'immigration



1. La question migratoire aurait dû être posée et tranchée en préalable à toute modification de nos systèmes de protection sociale. Stop ou encore ? La question aurait dû être arbitrée par référendum. En effet, il est vain de modifier les régimes sociaux alors que le puits sans fond de l'immigration les ruine irrémédiablement.
2. Avant toute réforme, il aurait fallu mettre fin à la fraude en général et à celle des étrangers en particulier. Cette infection qui nous coûte des milliards aurait dû être purgée et définitivement cautérisée.
3. Les Français d'abord. Pas de réforme sans suppression de

toutes les prestations aux étrangers ni arrêt de la pompe aspirante liée à l'immigration.

4. Pas de réforme sans y voir clair. Après assèchement de la fraude, il aurait fallu observer le fonctionnement des régimes actuels pendant au moins 3 ans pour voir comment ils auraient réagi en conditions normales, et quelles auraient été les conditions d'équilibre une fois la fraude et le financement de l'immigration taris.

### **Conditions politiques.**

1. Cette réforme ne pouvait être conduite que par un pouvoir exempt de turpitudes et disposant d'une légitimité suffisante.
2. Dans les conditions de discrédit du pouvoir actuel, un référendum préalable aurait été nécessaire pour l'autoriser à toucher aux régimes de protection sociale. La question aurait dû être la suivante : « *Considérez vous ce pouvoir légitime pour modifier les régimes de retraite ?* »'.

### **Deux vices de fond de la réforme en cours.**

1. L'arbitrage préalable de la question migratoire a été éludé, aussi bien par les syndicats que par le pouvoir et les partis politiques. Or il n'y aura pas de mise à l'équilibre des régimes sociaux, tenable dans la durée, sans avoir d'abord étanché cette brèche béante. Par conséquent, immanquablement, quelle qu'elle soit, la réforme butera à court terme sur un nouveau mur, jusqu'à disparition complète de toute protection sociale par ruine définitive. C'est d'ailleurs le but réel de la manœuvre. Réformer les régimes sociaux sans toucher à l'immigration, c'est les condamner à la ruine pour les faire disparaître.
2. Non seulement ce pouvoir mal élu ne dispose pas de la légitimité suffisante pour conduire une telle réforme, mais sa corruption intrinsèque lui a définitivement fait

perdre tout crédit. Déjà 11 mises en examen et 7 ministres obligés de quitter le gouvernement : Ferrand, Bayrou, de Sarnez, Goulard, Flessel, de Rugy, et cerise sur le gâteau, Delevoye, le haut-commissaire aux retraites. Une nuée de proches pris dans diverses affaires. Des ministres : Avia, Pénicaud, Darmanin, Buzyn, Nyssen. Des collaborateurs : Benalla, Kohler, Strozda, Émelien. Des députés : Solère, El Guerrab, Laabid, Bridey. En attendant les autres. [deux-ans-et-demi-en-macronie-9-mises-en-examen-10-enquetes-en-cours-et-2](#)

### **Un pouvoir jouant une tactique perverse.**

1. Depuis 2 ans ce pouvoir n'a cessé de finasser pour tenter de duper les Français sur la réforme des retraites.
2. Pendant 2 ans, il a masqué son projet réel pour finalement le révéler juste avant Noël afin de placer les syndicats dans une seringue calendaire face à l'opinion publique avant les fêtes.
3. Enfin, manœuvre particulièrement perfide, tel un illusionniste Macron a pris le parti de placer un leurre en toute dernière minute pour laisser une porte de sortie aux réformistes de la CFDT. En effet, l'âge pivot à 64 ans est un attrape-nigaud qui focalise l'attention pour masquer une grosse manipulation. Avec cette ruse, la CFDT, jouant le rôle du baron des foires d'antan, a pu prendre une posture de blocage pour se donner l'air de défendre les travailleurs. En fait, pour mieux les trahir lors du round final qui va se jouer aujourd'hui et dans les tous derniers jours de la semaine. Il y a tout à parier que Laurent Berger, dans le rôle du traître de comédie, va signer cette réforme contre un bon gros fromage. Comme l'avaient fait Notat et Chérèque avant lui.

Et ce n'est pas Pierre Cassen qui en sera surpris.

**Un réforme passée par ruse et compromission, d'autres troubles sociaux en perspective.** Mal élu et bien qu'il invoque toujours une promesse de campagne, perclus par les affaires, ce pouvoir n'a pas la légitimité pour conduire la réforme des retraites. Le fait qu'il ait voulu jouer la ruse pour forcer le destin avec le concours des traîtres de la CFDT, ajouté au fait qu'il a confié la conduite du projet au pourri Delevoye, finit de discréditer toute sa démarche depuis 2 ans. La confiance est rompue, les Français sentent l'arnaque. Si cette réforme passe dans ces conditions, il y a tout lieu de penser qu'il en restera une rancœur assurément porteuse de troubles encore plus graves. On ne gouverne pas un pays en dupant les gens de la sorte. Tôt ou tard, ce pouvoir va finir par percuter le mur de la haine qu'il a suscitée. Le plus tôt sera le mieux.

**Martin Moisan**